

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

POMUNI FRANCE

1 Rue André Ammeux
59470 ESQUELBECQ

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\
POMUNI_Esquelbecq_038.00685\2022\POMUNI_ESQUELBECQ_RapportInspection_0003800685.odt
Code AIOT : 0003800685

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2022 dans l'établissement POMUNI FRANCE implanté 1, Rue André Ammeux 59470 ESQUELBECQ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POMUNI FRANCE
- 1, Rue André Ammeux 59470 ESQUELBECQ
- Code AIOT : 0003800685
- Régime : Non classé
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société POMUNI exerce une activité de conditionnement de pommes de terre fraîches. Les actions réalisées sont: la réception, le calibrage, le lavage et le conditionnement puis l'expédition chez les clients. 50000 t/an de pommes de terre sont traitées. 90% des clients sont français. L'origine des pommes de terre est à 99% française.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la vérification de la situation administrative du site .

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Vérification de la situation administrative	Autre du 29/04/2004	/	Sans objet
2	autres rubriques	Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9	/	Sans objet
3	vérification situation administrative	Autre du 10/11/2022, article -	/	Sans objet
4	situation administrative	Autre du 10/11/2022, article -	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose d'un récépissé de déclaration en date du 10/11/2022 pour les rubriques 2260, 1511 et 1185. La situation administrative est donc bien à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification de la situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 29/04/2004
Thème(s) : Situation administrative, rubriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Cet établissement est soumis à déclaration pour la rubrique suivante : 2260.2: Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226 mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.</p>
<p>Constats : L'exploitant a fait le 10 novembre 2022 une demande d'antériorité pour les rubriques auxquelles elle est soumise à déclaration.</p> <p>Pour la rubrique 2260, les machines concourant à l'activité sont des calibreuses, des laveuses et des ensacheuses. La puissance a été revue suite aux évolutions du site et à l'automatisation.</p> <p>La puissance déclarée est de 380 kW.</p> <p>Le site est bien soumis à déclaration pour cette rubrique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : autres rubriques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, rubriques stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Autres rubriques éventuellement non déclarées?
Constats : La déclaration en date du 10 novembre 2022 concerne les rubriques 1511, 2260 et 1185. Les pallox en extérieur sont à classer sous la rubrique 1532, la déclaration de 2016 faisait état de 4000 pallox et 2000 palettes pour un volume total de 786 m3. Cette rubrique est donc non classée. L'exploitant enverra un plan des installations avec les volumes de pallox et des palettes associés afin de vérifier que les volumes sont bien inférieur à 1000 m3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : vérification de la situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 10/11/2022, article -
Thème(s) : Situation administrative, rubrique 1511
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Entrepôt exclusivement frigorifique. Le volume étant stocké étant supérieur ou égal à 5000 m3 mais inférieur à 50 000 m3.
Constats : Lors de la visite du site, nous avons constaté plusieurs cellules frigorifiques: * frigo 3: 9 travée, 13 pallox en profondeur et 8 pallox en hauteur = 936 pallox * frigo 4 : 14 travées de 6 pallox et 10 travées de 4 pallox sur 8 en hauteur = 992 pallox * frigo 5: 30 travées de 7 pallox et 8 en hauteur = 1680 pallox * frigo 6: 21 travées de 10 pallox +11 travées de 5 et 21 travées de 10 pallox , sur 8 en hauteur = 3400 pallox * frigo 7: 12 travées de 10 pallox et 8 en hauteur = 960 pallox * frigo 8: 20 travées, 8 pallox en profondeur et 8 en hauteur = 1280 pallox donc 9248 pallox de 2.16m3 = 19 975 m3 Le site est donc bien soumis à déclaration. La quantité max. stockée déclarée (31860 m3) n'est pas dépassée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 10/11/2022, article -
Thème(s) : Situation administrative, rubrique 1185-2-a
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°157/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.
Constats : sur le site, il y a les groupes froids suivants: - CF4 avec du R-404a pour 70 kg - CF5 avec du R-404a pour 57 kg - CF6 avec du RS-50 pour 200 kg - CF7 avec du R-404a pour 57 kg - CF8 avec du R-449a pour 120 kg soit 504 kg. Le site donc bien soumis à déclaration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet